



LANCEUR D'ALERTE

**ESSENTIEL**

# APRÈS LA CATASTROPHE LUBRIZOL, LA DREAL DE NORMANDIE REÇOIT LE RENFORT... D'UN INSPECTEUR

**Après les arbitrages ministériels, le service de contrôle des sites industriels dangereux en Normandie obtient finalement la création d'un pauvre petit poste d'inspecteur des installations classées. Dans une région marquée par la catastrophe survenue chez Lubrizol à Rouen, ce renfort minimal apparaît largement insuffisant pour faire face au renforcement et à l'augmentation des contrôles promis par le gouvernement.**

oRECOMMANDER

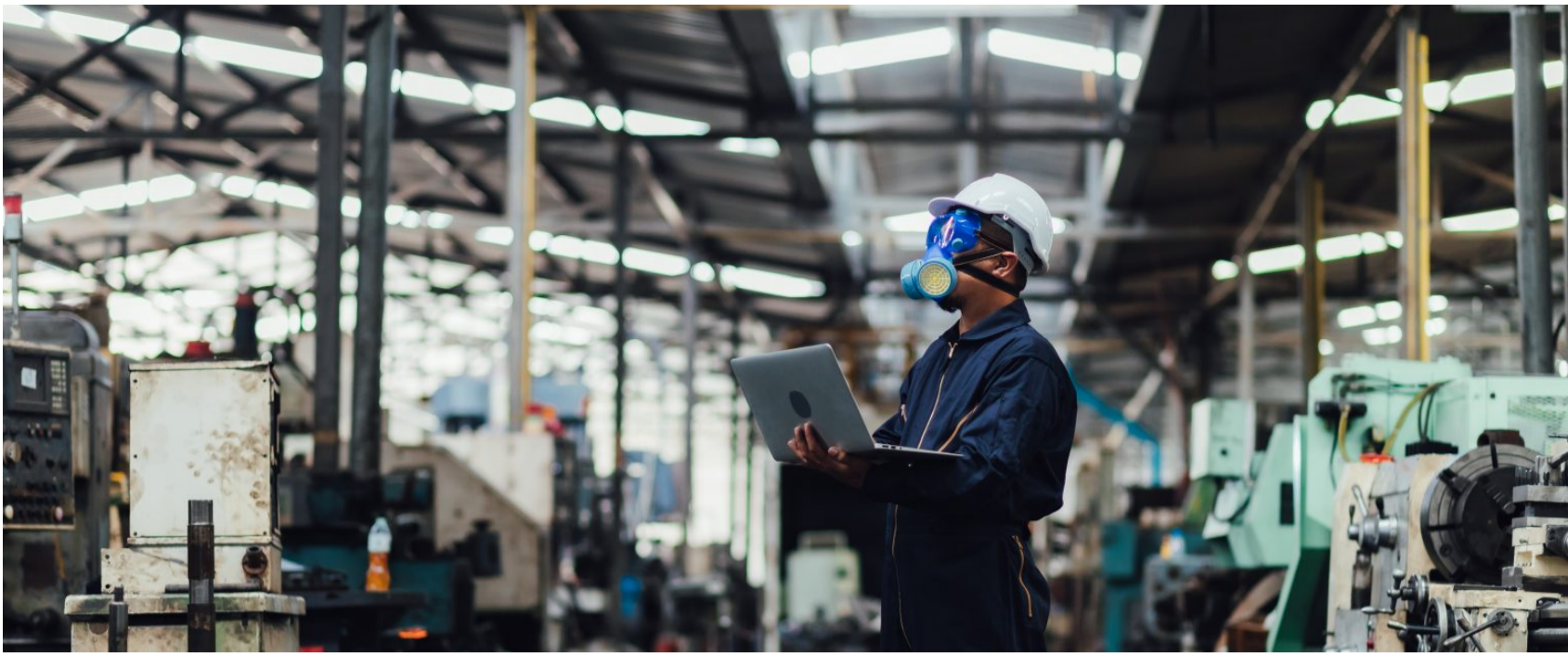
PAR MANUEL SANSON | 25 JUIN 2021

**S**tatu quo ou presque. Voici, à l'arrivée, le bilan peu glorieux des annonces du gouvernement en matière de renforcement de l'effectif des inspecteurs des sites industriels dangereux en Normandie pour l'année 2021.

Dans le détail, la région qui revêt – après la catastrophe Lubrizol de Rouen – un caractère symbolique en matière de sécurité industrielle se voit finalement pourvue, selon le retour de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal), d'un seul poste, équivalent temps plein (ETP), d'inspecteur des installations classées.

Après le traumatisme du 26 septembre 2019 et les besoins identifiés en matière de renforcement des contrôles, cette unique création de poste apparaît bien dérisoire.





« La Normandie est une région plutôt bien dotée en ETP relativement aux enjeux locaux, par comparaison avec d'autres régions, les renforts n'y seront donc pas aussi massifs que dans d'autres régions sous-dotées jusqu'alors », tente de justifier le service communication de la Dreal Normandie, s'exprimant à la suite d'une première sollicitation du service de presse du ministère de la Transition écologique, autorité de tutelle des Dreal.

« Il est à noter que par rapport à l'année 2020, l'effectif présent en Normandie en nombre d'inspecteurs a augmenté grâce à des recrutements qui ont pu être réalisés sur des postes qui étaient restés vacants durant plusieurs mois », s'empresse d'ajouter notre interlocuteur laissant entendre que le renfort dépasse la seule création d'un nouveau poste.

En 2020, selon nos informations, les effectifs Dreal dédiés aux contrôles en Normandie s'établissaient à environ 85 ETP. « Ce chiffre correspond aux emplois budgétés, mais pas forcément pourvus. Il y a des postes vacants », faisait savoir, fin 2020, David Romieux, syndicaliste CGT. Interrogée récemment, une source syndicale au sein de la Dreal Normandie accuse la direction de noyer le poisson en jouant sur les mots : « Recruter sur des postes vacants ne constitue pas un renforcement des effectifs. »

### **“En 2021, il n'y aura pas d'augmentation significative des effectifs”**

Le recrutement sur des postes vacants, annoncé au niveau régional, ne correspond pas, à proprement parler, à une augmentation des capacités de contrôle des sites industriels Seveso. Il s'agit d'un rattrapage. « En 2021, il n'y aura pas d'augmentation significative des effectifs », tranche aujourd'hui une source syndicale CGT au sein de la Dreal de Normandie.

La Normandie symbolisait pourtant la concrétisation – ou non – d'un changement de braquet de l'Etat en matière de sécurité industrielle. A la suite de la catastrophe Lubrizol, le gouvernement, par la voie de Barbara Pompili, ministre de la Transition énergétique, avait annoncé une augmentation des contrôles à hauteur de 50 % avec en parallèle la création de 30 postes supplémentaires pour l'année 2021 et 50, au total, d'ici à 2022.

« L'objectif des 30 postes supplémentaires à l'échelle nationale pour 2021 a bien été tenu », indique au Poulpe le service de presse du ministère de la Transition écologique. [Dans un précédent article du Poulpe consacré au sujet](#), cet objectif avait été jugé « ridicule » par une syndicaliste CGT de la Dreal Normandie au vu des besoins réels observés sur le terrain.

[Dans un entretien donné au media Reporterre en septembre 2020](#), Paul Poulain, spécialiste des risques industriels et membre fondateur de la plate-forme [“Notre maison brûle”](#), évalue les besoins en inspecteurs, au niveau national, à environ 9000 agents. Il sont environ 1600 aujourd'hui.

Le Poulpe avait évoqué la question des effectifs de ce service de l'Etat avant que les arbitrages ministériels ne soient rendus. A l'époque, l'hypothèse d'une baisse du nombre de contrôleurs était, selon nos informations, sur la table. Au final, c'est donc le statu quo qui prévaut. De quoi néanmoins faire bondir les agents de terrain.



Selon nos informations, le sujet a été évoqué lors d'un CHSCT – houleux – de la Dreal Normandie tenu courant avril. « Concrètement, chaque agent aura plus de contrôle à réaliser avec des visites plus rapides et plus ciblées », déplore la source CGT, indiquant que « la qualité des contrôles en sera affectée » alors que « la durée moyenne des visites avait déjà été réduite ».

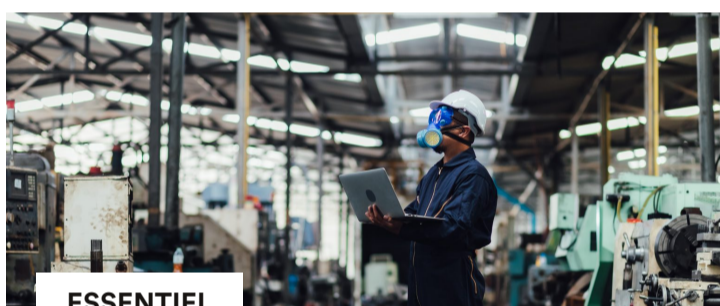
De son côté, le service de presse de la Dreal Normandie met en avant « le développement d'opérations dites "coup de poing", qui permettent de diversifier les sites visités, d'avoir un effet pédagogique plus fort et présentent un effet d'échelle en termes d'efficacité de contrôles ».

Aujourd'hui, les inspecteurs normands doivent contrôler 86 sites Seveso, dont 46 classés seuil haut. 230 établissements relèvent par ailleurs de la directive européenne IED sur les émissions polluantes et doivent également être suivis.

« Afin de multiplier les contrôles pour atteindre les objectifs fixés par le gouvernement, il est envisagé de multiplier les visites de petits sites en réduisant les visites complexes sur des gros sites Seveso, type Lubrizol », déplore encore le syndicaliste.

Notre interlocuteur évoque, de manière plus globale, « une situation générale de souffrance au travail » des agents de la Dreal Normandie liée à « une perte de sens, des fusions ou encore des suppressions ou des transferts de mission ». Selon nos informations, le syndicat CGT aurait récemment rencontré le directeur de la Dreal Normandie pour l'alerter sur la situation interne du service.

## A LIRE ÉGALEMENT



ESSENTIEL

### APRÈS LA CATASTROPHE LUBRIZOL, LA DREAL DE NORMANDIE REÇOIT LE RENFORT... D'UN INSPECTEUR

Statu quo ou presque. Voici, à l'arrivée, le bilan peu glorieux des annonces du gouvernement en matière de renforcement de l'effectif des inspecteurs des sites industriels dangereux en Normandie pour l'année 2021.



ESSENTIEL

### PRISE ILLÉGALE D'INTÉRÊTS : RAPPEL À LA LOI POUR L'ANCIEN MAIRE DE BÉNOUVILLE DANS LE CALVADOS

Rattrapé par la patrouille. Alors que Salvatore Bellomo a abandonné les clefs de la mairie de Bénouville (Calvados) en 2020, la justice pénale s'est rappelée à son bon souvenir en faisant preuve, tout de même, d'une certaine mansuétude.



L'INFO DE QUALITÉ A UN PRIX

RECEVEZ NOTRE NEWSLETTER

JE M'INSCRIS

JE M'ABONNE

SUIVEZ LE POULPE

